

Pour en finir avec le travail



visite à André Gorz

Guillaume Duval, Philippe Fremeaux
Alternatives Economiques Hors-série n° 037 - juin 1998

Pour conclure ce hors-série, nous avons rendu visite à André Gorz. Par son itinéraire atypique, par la synthèse qu'il a su réaliser entre un marxisme vivant et la critique écologiste du capitalisme, il a été un des maîtres à penser de la génération 68. Et ses thèses demeurent plus que jamais d'actualité.

André GORZ, un intellectuel hors du commun

André Gorz est né en 1923, à Vienne. Pour fuir le nazisme, son père le place en Suisse. A la fin des années 40, il s'installe en France, se lie avec Jean-Paul Sartre (qui écrira la préface de son premier livre publié en France, "Le traître", en 1958) et écrit dans "Les Temps Modernes", dont il deviendra directeur politique sous le nom de Gérard Horst (qui est son vrai nom). Il est également journaliste, sous le nom de Michel Bosquet, à "L'Express" puis au "Nouvel Observateur". Très proche des intellectuels marxistes italiens du Manifesto, il fait connaître leurs thèses en France et s'en inspire pour écrire "Stratégie ouvrière et néocapitalisme" (éd. du Seuil, 1964). Il contribue également à faire connaître Ivan Illich en France et construit une oeuvre originale mariant la critique marxiste et la critique écologiste (il a été, en 1971, l'un des fondateurs des Amis de la Terre). Mais finalement "il n'existe pas d'autre économie d'entreprise - d'autre rationalité micro-économique - que la capitaliste", écrit-il dans un texte publié dans "Capitalisme, socialisme, écologie" (éd. Galilée, 1991, p. 153). C'est ce constat qui l'avait amené, en 1980, à publier "Adieux au prolétariat" (éd. Galilée). La thèse, on s'en doute, suscite bien des débats, mais André Gorz continue de tracer son sillon à partir de cette vision radicale d'une société où le capitalisme - la sphère hétéronome - devrait aller en se réduisant comme peau de chagrin, grâce au progrès technique dans "Les chemins du paradis"(éd. Galilée, 1983), puis dans son dernier livre, "Misères du présent, richesse du possible" (éd. Galilée, 1997).

Comment André Gorz caractérise-t-il ces trente dernières années? Par une reconquête du capital sur le travail. L'extension des lois du marché comme mode de gouvernance n'est pas seulement liée au ralentissement de la croissance observé depuis 1973. Par la déréglementation, le capitalisme a véritablement tenté de briser les résistances toujours plus fortes des populations, en matière de travail comme de redistribution, qui tendaient de plus en plus à récuser radicalement le capitalisme. Ce retour aux lois du marché, pensées comme supérieures à celles que se donnent les sociétés, a effectivement permis de remettre en cause les compromis issus du keynésianisme de l'après-guerre. Et les forces politiques dominantes n'ont pas grand-chose à proposer: la droite européenne fait de l'adaptation aux normes libérales la seule voie possible, tandis que la gauche hésite entre un libéralisme adouci et un combat illusoire en faveur d'un retour au plein-emploi salarié tel qu'il existait hier.

L'épanouissement des potentialités de l'individu

Dans ce contexte, le dépassement du capitalisme est-il encore de saison? Plus que jamais, affirme André Gorz, pour qui la critique radicale du capitalisme demeure la condition pour remettre l'économie à sa place, pour en faire un moyen et non une fin. Une exigence de bon sens, mais qui est souvent passée à la trappe en ces temps où le chômage de masse renforce l'économiste dominant. Pour André Gorz, notre tâche est de penser et de rendre aussi tangible et concret que possible, par des expérimentations sociales, ce que pourrait être une société où le travail salarié ne serait plus la principale source de la richesse collective et où la rémunération du travail ne serait pas la principale source de la richesse individuelle. Pour lui, nous entrons en effet dans une économie où les principales forces productives ne seront plus le travail vivant, mais l'intelligence collective des hommes, matérialisée dans les machines et dans le système technique. Le temps de travail ne peut plus, dès lors, être la mesure du travail, et le travail, la mesure de la richesse.

Avancer vers le communisme tel que Karl Marx le présente dans les *Grundrisse (Les manuscrits de 1857, éd. Sociales)* est donc un projet plus actuel que jamais. Le développement de "*l'intelligence collective*", des capacités cognitives, verbales, affectives des hommes devient aujourd'hui la principale force de production. Et cette force de production n'a plus réellement de propriétaire, sinon les personnes elles-mêmes. Du coup, on passe aujourd'hui plus de temps à apprendre qu'à mettre en oeuvre ses compétences. Il devient donc toujours plus absurde de payer les gens pour le seul temps passé à mettre en oeuvre leurs compétences, lesquelles sont devenues la principale force productive et donc la principale forme du capital fixe. Aussi, rien n'oblige plus ces personnes à rechercher la rentabilisation de ce capital. Nous pourrions enfin sortir de cette recherche utilitariste de la valorisation maximum de l'intelligence individuelle et collective des hommes.

Sortir la culture de l'utilitarisme

Nous devons aller vers une société où la revendication principale serait le droit de chacun à une culture aussi large que possible. Comme l'avait écrit le jeune Marx, s'enrichir intellectuellement tout au long de sa vie ne doit pas être lié à un souci de productivité. Lier le droit à la culture à la capacité productive qui en résulte, lier l'éducation à un objectif de rentabilité, déboucherait en fait sur une société où l'on formerait de moins en moins de monde, car les besoins du système productif sont et seront de plus en plus limités. L'avenir de la démocratie suppose au contraire de faire sortir la formation, le droit à la culture, d'un utilitarisme étroit. Nous devons rendre les citoyens capables d'assumer de façon créative l'inutilité économique dans laquelle les plongent les fantastiques progrès de productivité apportés par les techniques aujourd'hui disponibles. Il faut récuser radicalement cette tendance actuelle à instrumentaliser toute l'activité humaine: on fait de la gymnastique ou du jogging pour être plus en forme, il faudrait même faire l'amour au motif que cela rend plus efficace dans le travail...

Ce qui révolte le plus André Gorz, c'est en effet la nécessité, dans le capitalisme, de développer toujours plus la production et la consommation. Le capitalisme conduit à façonner le désir des gens en fonction de ce qui est rentable de produire et de vendre. Il s'efforce de leur dicter leurs désirs et leurs besoins, de façon à justifier son projet d'accumulation infinie. Résultat: alors que la richesse disponible a pratiquement doublé entre temps, la

part de la population satisfaite de son niveau de vie est aujourd'hui inférieure à ce qu'elle était en 1970. On ne peut produire critique plus radicale d'un système absurde! Et la survie de cette société productiviste suppose de programmer l'individu: produire le consommateur - par la publicité en multipliant les formes de distribution, etc. - consomme désormais beaucoup plus de temps et de travail que la production matérielle en tant que telle. Notre société entretient un gaspillage dénué de sens. Cette critique était déjà un des principaux ressorts du mouvement de mai 68. Elle conserve plus que jamais son actualité. Attention: il ne s'agit pas de dicter aux gens ce que doivent être leurs "vrais besoins", mais de permettre l'expression réelle d'un choix, de redonner à chacun cette liberté d'occuper son temps que permettrait la fin de cette course effrénée à la consommation.

Aujourd'hui, la diminution du temps de travail social global, nécessaire pour faire marcher l'économie, est vécue comme une catastrophe, alors qu'il s'agit en fait d'une bonne nouvelle. Un chômeur n'est même plus considéré comme un chômeur, mais comme un demandeur d'emploi. Et on a fait de la recherche d'un emploi un travail à plein temps. Gare au chômeur qui ne pourra pas prouver qu'il y a consacré tout son temps disponible: il pourrait y perdre sa faible indemnité. Tout cela au lieu de profiter de la situation pour développer l'aptitude de chacun au loisir, de créer par exemple la possibilité de prendre des années sabbatiques que chacun occuperait à sa guise. Qui sait encore se dire en se levant le matin: qu'est-ce que j'ai envie de faire aujourd'hui et que je n'ai jamais eu le temps de faire? Il faut libérer l'adolescent qu'on a étouffé en nous.

Passer d'une économie de marché à une économie avec marché

Dans cette perspective, le rapprochement entre Ivan Illich et Karl Marx, opéré par André Gorz, prend tout son sens. Tous deux sont au fond anti-productivistes, tous deux considèrent l'épanouissement des capacités de l'individu comme le seul but qu'on puisse légitimement assigner à la société. Ivan Illich critique notre société centrée autour de valeurs qui ne sont pas de réelles valeurs sociales. Il critique l'extension incontrôlée de la sphère marchande. Il nous incite à redonner toute sa place à une réflexion sur ce qui doit être transformé en emploi, sur les activités qui doivent être développées sous forme marchande et celles qui ne doivent pas l'être. Ce n'est pas là d'ailleurs d'abord une question d'efficacité ou d'arbitrage en vue de la recherche d'une pseudo-optimalité, mais plutôt une question de morale.

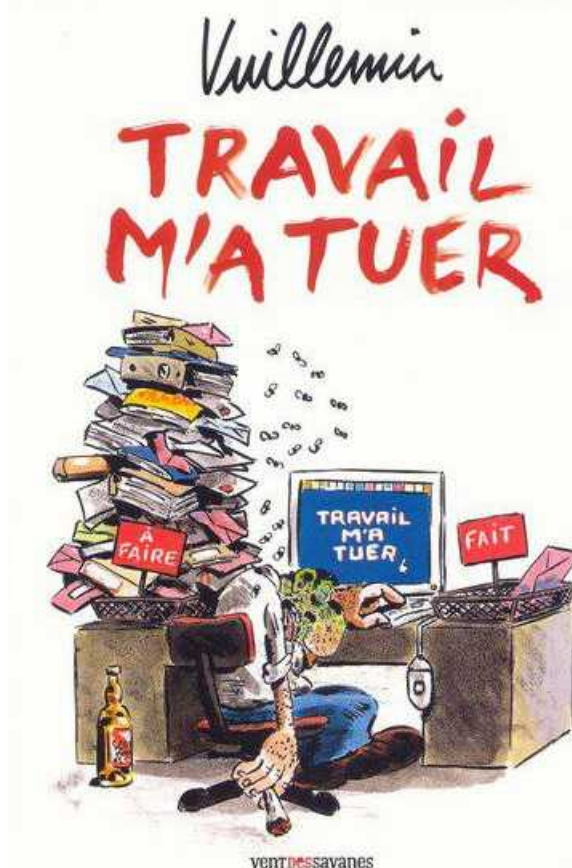
Il faut donc sortir de l'économie de marché pour passer à une économie "avec" marché. Les mécanismes du marché ne peuvent assurer des régulations satisfaisantes du point de vue du fonctionnement d'ensemble de la société. Les Verts allemands proposent par exemple de fixer progressivement le prix de l'essence à 5 marks le litre (17 francs) afin de limiter la demande de transport et de favoriser le développement d'infrastructures économes en énergie, etc. Le sens profond de leur projet est moins de relancer la croissance, afin de pouvoir à nouveau financer l'Etat social dans le cadre du capitalisme, que d'assurer son dépassement dans une économie avec marché. Une économie où la distribution et les échanges demeureraient assurés par le biais de mécanismes de marché, où la monnaie permettrait d'assurer la liberté de choix du consommateur, mais où elle perdrait le rôle d'orientation des choix de production et d'accumulation qu'elle a aujourd'hui. Elle tendrait à jouer le même rôle que dans les systèmes d'échanges locaux.

S'interroger sur les conséquences futures de nos comportements présents

Quel sens peut prendre aujourd'hui la réflexion sur l'avenir? André Gorz reprend à son compte la critique de l'idée de progrès telle qu'elle a fonctionné au XIXe siècle, sous la forme d'un mythe scientifique, repris et développé par les marxistes, plus d'ailleurs que par Marx lui-même. Les marxistes ont prétendu fonder une "science" du sens de l'histoire pour démontrer que l'humanité devrait inévitablement évoluer vers le communisme. Et cela a été à la base de l'horreur stalinienne. Il faut en fait revenir simplement à Hegel: il affirmait en effet qu'on peut comprendre l'histoire passée à partir de ce à quoi elle a abouti aujourd'hui. Rien à voir avec la recherche de lois déterministes pour l'avenir.

Il faut dire adieu à ce prolétariat rédempteur, christique, celui qui doit souffrir pour sauver le monde. C'est d'ailleurs la condition pour remettre en cause l'idéologie du travail commune, au fond, au capitalisme et au communisme soviétique. Penser aujourd'hui l'avenir, ce n'est plus brandir une philosophie de l'histoire, c'est affirmer la nécessité de s'interroger sur ce que nous faisons en se posant la question des conséquences qui découleront dans le futur de nos comportements présents. Peut-on penser le monde en 2050 sur la base d'une généralisation des consommations d'énergie des pays les plus riches? Si André Gorz refuse l'idéologie du progrès, il ne la refuse donc pas à la manière de tous ceux pour qui tout cela n'a plus de signification: le progrès humain existe, il conserve un sens, mais il perd son caractère de fatalité, de nécessité historique. Un enseignant dit souvent *"vous avez bien travaillé aujourd'hui, vous avez fait des progrès"*, et on le croit. Cela veut bien dire que le présent peut être meilleur que le passé, et donc le futur devenir lui aussi meilleur que le présent. Des critères, des normes peuvent permettre d'établir, d'évaluer ce progrès, mais ces normes ne se prêtent à aucune définition scientifique, elles relèvent d'abord de la morale.

André Gorz refuse donc tout pessimisme historique. Pour lui, l'objectif qui consiste pour une société à acquérir une meilleure maîtrise d'elle-même conserve tout son sens. Plus que jamais, il faut se poser la question des moyens qui permettent à une société de définir les objectifs qu'elle s'assigne et de mieux les atteindre: qualité de la vie démocratique, participation des citoyens à la gestion des affaires publiques, Etat et loi. Des moyens dont le développement est largement indépendant du niveau atteint par la production. Un message d'espoir.



Travail forcé et éthos du travail

Claus Peter Ortlieb

« Les méthodes de production modernes ont rendu possibles le confort et la sécurité pour tous ; à la place, nous avons choisi le surmenage pour les uns et la famine pour les autres. Jusqu'à présent nous avons continué à déployer la même activité qu'au temps où il n'y avait pas de machines ; en cela nous nous sommes montrés stupides, mais rien ne nous oblige à persévérer éternellement dans cette stupidité. »

Bertrand Russell, Eloge de l'oisiveté, 1932

Quatre-vingt ans et une crise économique mondiale plus tard, notre intelligence n'a manifestement guère progressé, au contraire : si depuis lors la productivité du travail dans l'industrie et l'agriculture s'est vue grosso modo décuplée, on ne peut pas dire qu'elle ait apporté à tous confort et sécurité. L'Europe, qui certes, pour le moment, s'est sort encore relativement bien, assiste à une hausse record de son taux de chômage. Quant aux quelques îlots qui demeurent compétitifs au plan global, ils luttent depuis des années déjà contre les nouvelles pandémies provoquées par la contraction progressive de l'offre de travail : du *burn-out-syndrom* à la mort subite due au surmenage en passant par la consommation routinière de produits psychopharmaceutiques.

Gardons-nous cependant d'imaginer que cette ardeur excessive au travail constatée par Russell ne serait rien d'autre qu'une habitude devenue obsolète et qu'il nous suffirait de laisser tomber – une habitude héritée du temps où il n'y avait pas de machines. Au Moyen Age, où le travail comme fin en soi était chose inconnue, on travaillait en fait moins qu'aujourd'hui. La raison en est simple : le travail tel que nous l'entendons, c'est-à-dire la dépense abstraite d'énergie humaine indépendamment de tout contenu particulier, est historiquement spécifique. On ne le rencontre que sous le capitalisme. Dans n'importe quelle autre formation sociale, l'idée aujourd'hui si universellement répandue selon laquelle « un travail, quel qu'il soit, vaut mieux que pas de travail » aurait paru, à juste titre, complètement délirante.

Ce délire est le principe abstrait qui régit les rapports sociaux sous le capitalisme. Si l'on fait abstraction des activités criminelles, le travail – qu'il s'agisse du nôtre ou de l'appropriation de celui d'autrui – est pour nous l'unique moyen de participer à la société. Mais, en même temps, il ne dépend pas du contenu de l'activité en question ; que je fasse pousser des pommes de terre ou que je fabrique des bombes à fragmentation n'a aucune importance, du moment que mon produit trouve un acheteur et transforme ainsi mon argent en davantage d'argent. Base de la valorisation de la valeur, le travail constitue une fin en soi et un principe social contraignant dont l'unique but consiste à accumuler toujours plus de « travail mort » sous forme de capital.

Une contrainte à laquelle tout est soumis dans la même mesure ne se maintiendra durablement qu'à condition que ceux qu'elle ligote apprennent à aimer leurs chaînes. En cela aussi la société bourgeoise se distingue des précédentes. D'Aristote à Thomas d'Aquin en passant par Augustin, les philosophes de l'Antiquité et du

Moyen Age ont célébré l'oisiveté – et surtout pas le travail – comme la voie menant à une vie heureuse :

« Au dire de la plupart des hommes, le bonheur ne va pas sans le plaisir. »

Aristote (384 – 322 av. J.C.), *Ethique à Nicomaque* 2/3

« L'apprentissage de la vertu est incompatible avec une vie d'artisan et de manoeuvre. »

Aristote, *Politique*

« Quittons ces vaines et creuses occupations : abandonnons tout le reste pour la recherche de la vérité. »

Augustin (354 – 430 ap. J.C.), *Les Confessions*

« Absolument et de soi la vie contemplative est plus parfaite que la vie active. »

Thomas d'Aquin (1125 – 1274), *Somme théologique*

D'autres ne seront pas du même avis, tels par exemple les fondateurs de certains ordres monastiques qui verront dans le travail un moyen d'atteindre l'ascèse et l'abstinence. Mais c'est seulement au protestantisme qu'il reviendra d'en faire un principe à grande échelle, appliqué à l'ensemble de la population :

« L'oisiveté est péché contre le commandement de Dieu, car Il a ordonné qu'ici-bas chacun travaille. »

Martin Luther (1483 – 1546)

Et les Lumières n'auront de cesse d'élever l'éthos du travail, autrement dit l'obligation morale de travailler, au rang de fin en soi :

« Il est de la plus haute importance que les enfants apprennent à travailler. L'homme est le seul animal qui doit travailler. »

Kant, *Réflexions sur l'éducation*, 1803

« La plus grande perfection morale possible de l'homme est de remplir son devoir et *par devoir*. »

Kant, *Principes métaphysiques de la morale*, 1797

« Il n'existe qu'une seule échappatoire au travail : faire travailler les autres pour soi. »

Kant, *Critique du jugement*, 1790

« De ces trois vices : la *paresse*, la *lâcheté*, la *fausseté*, le premier semble être le plus méprisable. »

Kant, *Anthropologie d'un point de vue pragmatique*, 1798

« Que l'on s'informe tout particulièrement sur les personnes qui se distinguent par une conduite indigne ! On découvrira invariablement soit qu'elles n'ont pas appris à travailler, soient qu'elles fuient le travail. »

Fichte, *Discours à la nation allemande*, 1807

Comme il apparaît déjà dans les dernières citations, l'amour du travail s'avère étroitement lié à la haine des oisifs :

« Chacun doit pouvoir vivre de son travail, dit un principe avancé. Ce pouvoir-vivre est donc conditionné par le travail et n'existe nullement là où la condition ne serait pas remplie. »

Fichte, *Fondement du droit naturel*, 1796

« Dans les pays chauds, l'homme est mûr plus tôt à tous égards mais n'atteint pas la perfection des zones tempérées. L'humanité dans sa plus grande perfection se trouve dans la race blanche. Les Indiens jaunes n'ont que peu de capacités, les Noirs leur sont bien inférieurs encore, et au plus bas de l'échelle se placent certaines peuplades américaines. »

Kant, *Géographie physique*, 1802

« Le barbare est paresseux et se distingue de l'homme civilisé en ceci qu'il reste plongé dans son abrutissement, car la formation pratique consiste précisément dans l'habitude et dans le besoin d'agir. »

Hegel, *Principes de la philosophie du droit*, 1820

Ces propos excluants et racistes sous la plume des philosophes des Lumières ne sont nullement de simples accidents de parcours mais relèvent au contraire de l'essence même de l'idéologie du travail. Parce que ce courant de pensée transfigure le travail en véritable but de l'existence de « l'homme », tous les désœuvrés se voient par contrecoup exclus de la « race humaine » : l'homme est tenu de travailler ; partant, celui qui ne travaille pas ne peut prétendre au statut d'être humain à part entière.

Ce qui s'exprime ici, c'est la colère du bourreau de travail blanc envers la pression qu'il s'est lui-même imposée, une colère qui prend pour cible tout ce qui fait mine de ne pas se soumettre à ladite pression et de mener une existence oisive : les femmes, en charge de la « vraie vie » au sein de la sphère privée – dissociée du travail – de la famille bourgeoise ; toutes sortes de peuples (les attributions sont, cette fois, plus variées) vivant, sans travailler, d'amour et d'eau fraîche ; ou encore le « capital accapareur », qui s'approprie sans travailler la survaleur créée par d'autres (allusion à la vision nazie, mais qui est aussi celle d'une partie de la gauche, opposant un bon capital créateur *schaffende Kapital* à un mauvais capital accapareur *raffende Kapital*). Les idéologies modernes du sexisme, du racisme, de l'antitsiganisme et de l'antisémitisme sont fondées, elles aussi, sur l'éthos du travail.

A partir des années 1970, en faisant disparaître du procès de production des quantités toujours croissantes de travail, le potentiel de rationalisation de la microélectronique a plongé le capitalisme dans la crise. Pour autant, la pression intérieure et extérieure qui pousse les hommes à travailler n'a pas diminué mais s'est même au contraire accentuée à mesure que se raréfiaient les « emplois ». Pour les laissés pour compte, les conditions se sont durcies : ils sont désormais trop nombreux pour que leur entretien humain reste longtemps encore compatible avec le maintien de la compétitivité au plan global. La « nécessité incontournable de ramener les hommes au travail » (Angela Merkel) ne fait qu'obscurcir la perception du problème : la responsabilité du chômage ne serait plus imputable à la disparition progressive du travail mais aux chômeurs eux-mêmes, qu'il faudrait par conséquent ramener, par tous les moyens de coercition dont on dispose, à un travail qui n'existe plus. Quelque chose de semblable se déroule également au niveau européen : on impose aux « pays en faillite » restés à la traîne de l'Europe des politiques d'austérité grâce auxquelles ils sont censés, une fois cette pénible épreuve traversée, redevenir compétitifs. C'est aussi crédible que si la Fédération allemande de football prétendait, par un entraînement approprié, hisser tous à la fois les dix-huit clubs de la *Bundesliga* aux quatre places possibles en Ligue des champions.

Il n'y a manifestement d'issue que dans l'abolition du travail, mais cela implique bien sûr d'abolir également le capitalisme. S'y oppose en outre notre éthos du travail, fruit de plusieurs siècles de dressage :

« D'aucuns diront qu'il est certes agréable d'avoir un peu de loisir, mais que les gens ne sauraient pas comment remplir leurs journées s'ils n'avaient à travailler que quatre heures par jour. Dans la mesure où cela est vrai dans le monde moderne, cela constitue un reproche adressé à notre civilisation ; à toute autre époque antérieure, ce n'aurait pas été le cas. »

Bertrand Russell, *Eloge de l'oisiveté*, 1932

Le sort que Hegel assignait aux « barbares » nous revient donc : celui qui est sans emploi n'a plus qu'à rester « plongé dans son abrutissement ». Autrement dit : si le sujet bourgeois répugne tellement à imaginer sa vie sans le travail, c'est aussi parce que derrière son éthos du travail rôde la peur panique de sa propre vacuité.

La cotisation : un dangereux problème pour le capital, une solution efficace pour le salariat

TOUT LE PIB POUR LA COTISATION !

Réseau Salariat est une association d'éducation populaire. Quelle est notre visée ? La cotisation sociale finance des pensions et des soins de santé libérés de la propriété lucrative et montre qu'il n'y a nul besoin d'accumulation financière pour financer l'investissement. Le salaire à la qualification du secteur privé, le grade de la fonction publique, le salaire à vie des retraités montrent que l'on travaille mieux, et pour faire des choses plus utiles, quand on est libéré du marché du travail. Nous pouvons nous appuyer sur ces anticipations pour poser au cœur des droits politiques notre capacité, individuelle et collective, de créer la valeur économique sans employeurs ni prêteurs.

Après le « choc pétrolier » qui a lancé dans les années 1970 la grande contre-offensive du capital, le « choc démographique » qui légitime depuis vingt ans son attaque contre les retraites, voici le « choc de compétitivité » qui fonde sa remise en cause décisive de la cotisation sociale. Une cotisation sociale attaquée aussi par le nouveau gouvernement qui veut la remplacer par un impôt, une nouvelle CSG. Face à la stratégie capitaliste, le salariat doit engager une campagne pour l'affectation de tout le PIB au salaire socialisé : nous seuls produisons la valeur, nous seuls devons en décider afin de changer le sens du travail.

La cotisation sociale marginalise le profit et le marché du travail

Le produit du travail (le PIB) se partage entre salaires directs et profits, ET la cotisation sociale. C'est bien cette dernière en tant que telle qui est l'objectif des attaques du MEDEF et des gouvernements successifs. Pour le capital la seule valeur économique est celle qui est produite par des forces de travail qui, sur le marché du travail, produisent de la valeur pour l'actionnaire. Le marché du travail transforme les individus que nous sommes en ressources humaines. C'est le cas à chaque fois que l'employeur dit : « je te prends, je te jette, je te paie en fonction de tes compétences ou de ta productivité ». Au contraire, la cotisation sociale donne de la valeur économique à des activités menées sans marché du travail ni profit qui correspondent au quart du PIB. Ainsi, quand la cotisation sociale augmente, elle fait grandir le PIB en réduisant la part du profit et des revenus liés au marché du travail car elle augmente le nombre de personnes payées grâce à elle : les soignants (caisses d'assurance-maladie), les retraités (caisses de retraites), les chômeurs (Unédic), les parents (caisses d'allocations familiales). Elle prouve que l'on peut travailler —

et qu'on travaille mieux, plus heureux et pour des productions plus utiles — sans employeurs et sans actionnaires.

La cotisation n'est pas un coût sur le travail, c'est une contribution décisive au PIB qui change le sens du travail.

Le taux de cotisation est passé de 0% du salaire brut plafonné dans les années 1920 à 16% dans les années 1930, après la législation sur les assurances sociales et sur les allocations familiales et à 32% en 1945 avec la sécurité sociale. Les luttes salariales ont permis d'imposer à nouveau son doublement entre 1945 et le milieu des années 1990, où il atteint 66% du salaire brut total (22% de cotisations dites « salariales » et 44% de cotisations dites « patronales »). La sécurité sociale n'est pas une « dépense publique » financée par un « prélèvement obligatoire » : c'est une production publique qui génère un ajout de valeur anticapitaliste. Et c'est parce que depuis quinze ans le taux de cotisation stagne, voire recule, que notre économie s'installe à la fois dans la récession et dans la fuite en avant capitaliste.

Les exonérations de cotisation sociale pénalisent l'activité productive et l'investissement

Depuis plus de trente ans, la cotisation patronale est gelée dans le régime général, et elle l'est depuis quinze ans dans les régimes complémentaires. Pire, son taux a diminué pour la moitié des salaires, ceux qui sont inférieurs à 1,6 Smic (exonérations Aubry puis Fillon), et on parle d'étendre cette diminution jusqu'à 2,3 Smic, comme l'a fait le gouvernement Fillon contre une augmentation de la TVA. Pourtant, les investissements stagnent. L'argent qui ne va plus au salaire et qui est récupéré en profit ne va donc pas à l'investissement mais aux dividendes et à l'épargne des entreprises. La « baisse des charges » ne soutient donc pas la

compétitivité française. Les études réalisées ne montrent aucun effet positif des exonérations de cotisation sociale sur l'emploi dans les entreprises concernées et, puisqu'elles sont compensées par l'impôt, c'est autant en moins pour les services publics.

La cotisation sociale est menacée par l'impôt, qui légitime le profit et le marché du travail

L'impôt, en donnant de la valeur au travail des fonctionnaires, représente lui aussi une production de valeur économique non capitaliste. Mais il le fait en corrigeant le capitalisme et non pas en s'y opposant. Si, au lieu d'augmenter le taux de cotisation sociale, on taxe le profit et les salaires liés au marché du travail,

“ *Un hôpital, c'est une vraie usine : la preuve donc que l'on pourrait se passer du parasitisme et du chantage des actionnaires...*

on les légitime. Alors que la cotisation sociale prouve qu'on peut produire de la valeur économique sans profit et sans marché du travail, l'impôt réclame du profit et du marché du tra-

vail pour pouvoir être prélevé sur eux. L'impôt redonne de la légitimité au profit et au marché du travail que la cotisation rend illégitimes. C'est pourquoi le patronat et les gouvernants sont si acharnés à remplacer la cotisation sociale par un impôt. Et ceux qui, contre eux, revendiquent de « taxer le capital comme le travail » et non pas de reprendre la dynamique de hausse constante du taux de cotisation interrompue depuis les décennies de réforme sont finalement sur le même terrain. Il faut au contraire promouvoir la cotisation sociale pour qu'elle s'étende à tout le PIB.

La cotisation pourrait être étendue au financement des salaires directs par une caisse des salaires

À l'image des soignants de la fonction publique hospitalière et des retraités, porteurs d'une qualification professionnelle personnelle, payer toutes les personnes avec la cotisation sociale, en fonction de leur qualification personnelle, devient pensable. Pourquoi ne pas créer une caisse des salaires comme il existe une caisse de sécurité sociale ? Le marché du travail est une institution à la fois inhumaine et inefficace, génératrice du sous-emploi des

qualifications alors que la bonne marche des entreprises doit reposer sur l'amélioration de la qualité des collectifs de travail. De même que la sûreté des pensions ou de la couverture santé vient de ce que les entreprises ne paient pas directement les pensions ou les dépenses de santé de leurs salariés, mais mettent en commun les valeurs ajoutées en cotisant à des caisses, de même la pérennité du salaire de chacun doit être garantie grâce à une cotisation. Les entreprises ne paieraient plus « leurs » salariés, mais elles cotiseraient à une caisse des salaires qui garantirait le caractère irrévocable du salaire quels que soient les aléas des entreprises.

La cotisation sociale pourrait être étendue au financement de l'investissement par une caisse d'investissement garantissant la propriété d'usage des entreprises par les salariés.

De même qu'elle existe pour la santé, la retraite, etc. et de même qu'elle pourrait être étendue au salaire via une caisse des salaires, la cotisation sociale pourrait aussi servir à financer l'investissement via une caisse d'investissement. La retraite et la santé prouvent que l'on peut payer des personnes massivement et sur long terme, sans accumulation financière, sans crédit. Pourquoi ne pas imaginer une extension à l'investissement ? Jusqu'à ce que le gel du taux de cotisation conduise à la création par Juppé de la Caisse d'Amortissement de la Dette Sociale (CADES), qui emprunte sur les marchés financiers avec les beaux résultats que l'on sait, l'investissement hospitalier était financé par la cotisation maladie, sans appel au marché des capitaux. Un hôpital, c'est une vraie usine : la preuve donc que l'on pourrait se passer du parasitisme et du chantage des actionnaires et des prêteurs pour financer tout l'investissement productif. C'est notre travail qui produit les 400 milliards que les actionnaires et les prêteurs investissent après nous en avoir pris 700 sous forme de profit. C'est à nous d'en prendre la maîtrise en créant une cotisation économique qui se substituera au profit et qui financera l'investissement sans taux d'intérêt et sans remboursement, qui n'existent que parce qu'il y a une appropriation d'une partie de la valeur que nous créons par des propriétaires lucratifs dont nous pouvons nous passer. Les salariés doivent être les propriétaires d'usage de tous leurs lieux de travail.

Le PIB n'est produit que par notre travail. Tout le PIB doit aller aux cotisations du salaire socialisé pour que nous puissions enfin travailler sans marché du travail et sans marché des capitaux, et ainsi décider de ce que nous produisons dans des entreprises dont nous serons les copropriétaires d'usage. Le chantage à l'emploi, à la dette et à la compétitivité peut être efficacement combattu, car nous n'avons besoin pour travailler ni d'employeurs ni d'actionnaires ou de prêteurs.

Novembre 2012



Réseau Salarial
Association d'éducation populaire

La cotisation sociale est une contribution au PIB

par Bernard Friot 29 août 2013

En réponse à "*Retraites : les curieuses thèses de Bernard Friot*" par Jean Gadrey

Merci à Jean Gadrey de commenter mon travail. J'attends avec grand intérêt son second billet, et fais sur le premier les trois brèves remarques suivantes.

Dire que mon raisonnement repose sur la croissance infinie avec doublement du PIB tous les 40 ans et gains de productivité par réduction du temps de travail par unité produite, relève d'une totale méprise. Dans *L'enjeu des retraites* (2010), je traite pages 113 à 119 du prétendu « problème démographique » qui était au coeur de l'argumentaire réformateur en 2010. J'ouvre mon raisonnement par « supposons que soient exacts les postulats » des réformateurs et je me situe alors dans une critique interne de l'usage frauduleux fait à l'époque du ratio actifs/retraités pour nous annoncer l'apocalypse en 2050 si on ne réduisait pas les pensions. Mon raisonnement reprend les projections du COR et les prend au mot pour dire qu'il sera plus facile de consacrer aux retraites 18% d'un PIB de 4000 milliards d'euros qu'il ne l'est aujourd'hui d'y consacrer 13% d'un PIB de 2000 ou qu'il ne l'était hier d'y consacrer 5% d'un PIB de 1000. Mais en aucun cas il ne s'agit de mon propre argumentaire, qui repose non pas sur les mortifères gains de productivité par réduction du temps de travail ou sur la désastreuse extension de la marchandise capitaliste (je renvoie aux longs développements sur la question dans *L'enjeu du salaire* paru en 2012), mais sur la mutation en cours dans la convention de valeur par attribution de valeur économique à l'activité des retraités, qui, que je sache, produisent plus de lien social que de kilomètres d'autoroute. Il n'y a pas de « problème démographique » parce que, plus il y a de retraités, plus leur part dans la production de valeur augmente. Il y a là, dans ce changement de la convention de valeur qui fonde aujourd'hui tous les affrontements sociaux, un ressort écologique bien plus puissant que bien des bavardages sur l'écologie. Que l'ami Franck Lepage ait mis tout son talent à mettre en scène un raisonnement qui n'est pas le mien, qu'y puis-je ? Je suis d'ailleurs si conscient du contresens induit que, dans mes textes comme dans mes conférences, je n'utilise plus du tout cette critique interne pour me consacrer uniquement à la critique fondée sur le changement dans la définition de la valeur et du travail dont sont porteuses les luttes syndicales qui ont conduit au statut de la fonction publique, à la qualification comme mesure de la valeur (à la place du temps), à la cotisation et à tout ce dont elle est porteuse en

termes de mise en cause de la propriété lucrative, du crédit et du marché du travail, et donc à tout ce qui s'oppose aujourd'hui à la folle fuite en avant capitaliste.

FACILITER LE TRAVAIL LE DIMANCHE



Quelle est la part, précisément, de cette valeur non capitaliste dans nos PIB actuels ? Là encore, il y a maldonne. Jean Gadrey utilise les indicateurs que je conteste. La mesure du non marchand n'est pas du tout celle de la convention salariale de valeur telle que je la définis dans L'enjeu du salaire. La production non capitaliste s'exprime dans le salaire des fonctionnaires et celui des retraités, des soignants, des parents et des chômeurs, pour reprendre la fonction publique et les quatre branches de la sécurité sociale. Si on additionne les salaires directs des salariés de l'Etat et des collectivités

locales et les prestations sociales défalquées de l'achat de marchandises capitalistes en particulier par le système de santé, on obtient une production non marchande de plus de 700 milliards. A quoi il faut ajouter une partie des revenus des travailleurs indépendants, car ils sont souvent produits contre la logique du capital (qu'on pense à une partie de l'agriculture biologique, à des productions sur l'internet, etc..). Nous arrivons aux 40% d'un PIB de 2000 milliards. Il est possible que dans son second billet Jean Gadrey dise que les retraités ou les soignants ne produisent pas de valeur, ce qui, à ses yeux, invalide mon travail, mais qu'il ne le critique pas avec des indicateurs adéquats à sa thèse à lui.

Quant à ma « confusion, assez fréquente, entre valeur et volume », qu'est-ce que je dis dans les textes cités ? Au début du 20ème siècle, le salaire des fonctionnaires et ceux transitant par la cotisation sociale ne représentaient pratiquement rien du PIB. Ils en représentent aujourd'hui plus de 35%. Leur contribution à la croissance est plus décisive que celle de la valeur ajoutée par les secteurs capitalistes. Comment dire autrement leur part croissante d'un PIB lui-même en expansion, dès lors qu'on récuse qu'ils soient une ponction sur la valeur capitaliste ?

J'AI UN
POSTE DE
TOURNEUR
ÇA VOUS
INTÉRESSE ?

NON,
C'EST TROP
RÉPÉTITIF
POUR MOI !

